

Cote du document: EB 2011/103/R.27/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 9 d) iii)
Date: 15 septembre 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de financement à la République de l'Équateur pour le

Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Francisco Pichon
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2128
courriel: f.pichon@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent troisième session
Rome, 14-15 septembre 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Le programme	1
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectif de développement	2
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	7
III. Recommandation	7
Annexe	
Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	8
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	3

Sigles et acronymes

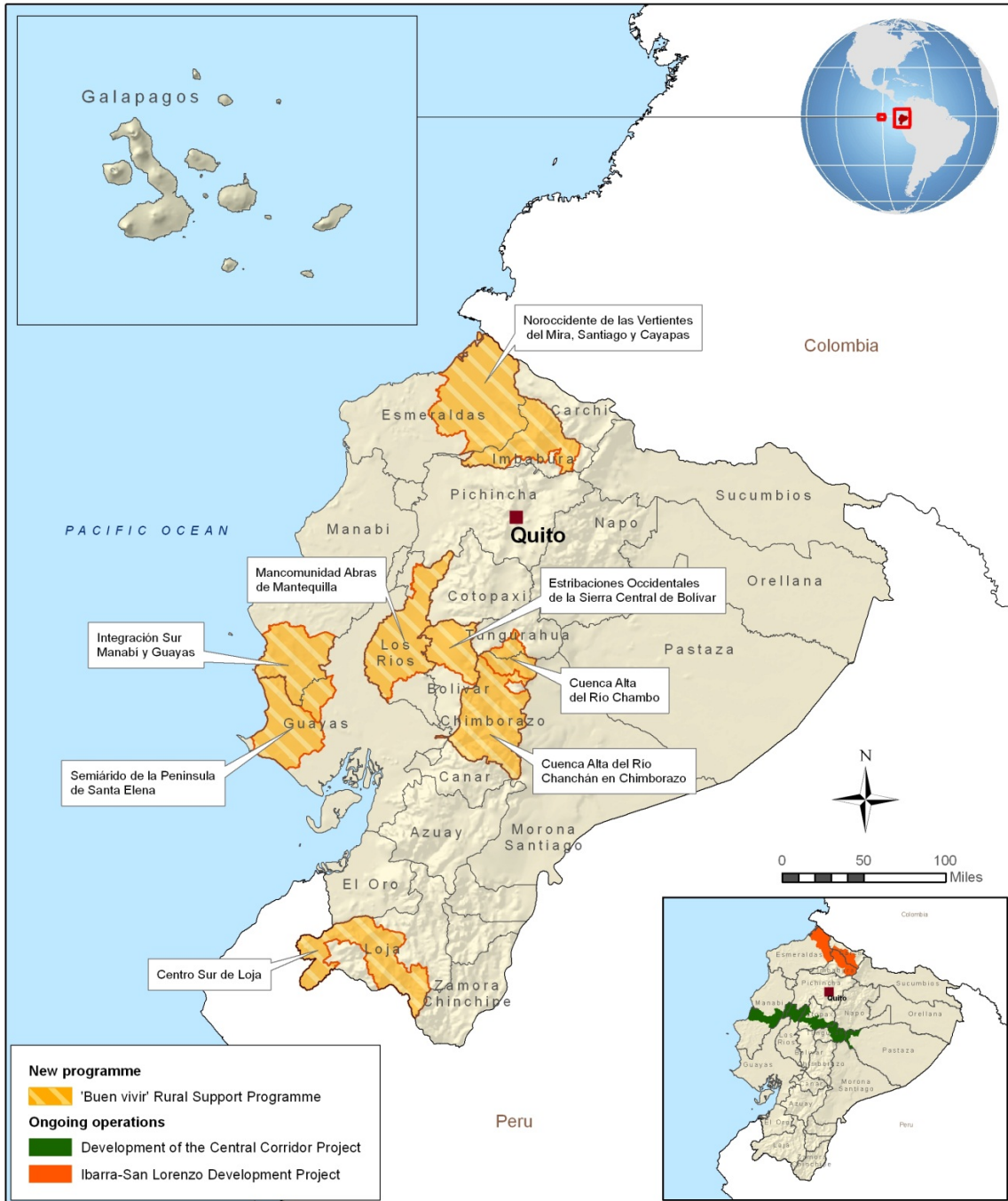
CNFPS	Société nationale de finances populaires et solidaires (Corporación Nacional de Finanzas Populares y Solidarias)
GAD	Collectivités locales autonomes décentralisées
MAGAP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MCDS	Ministère coordonnateur du développement social
MCP	Ministère coordonnateur de la production, de l'emploi et de la compétitivité

Carte de la zone du programme

Ecuador

IFAD-funded operations

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

20-6-2011

République de l'Équateur

Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Équateur
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
Coût total du programme:	62,9 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	10,75 millions de DTS (équivalent approximativement à 17,3 millions d'USD)
Montant du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol):	10,7 millions d'EUR (équivalent approximativement à 15,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Conditions du prêt du Fonds fiduciaire espagnol:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Autres cofinanceurs:	
Contribution des institutions financières locales:	10,3 millions d'USD
Contribution des gouvernements autonomes décentralisés:	3,3 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	7,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	5,9 millions d'USD
Contribution des autres parties coopérantes:	4,0 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République de l'Équateur pour le Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir, telle qu'elle figure au paragraphe 33.

Proposition de financement à la République de l'Équateur pour le Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir

I. Le programme

A. Principal créneau de développement visé par le programme

1. En Équateur, l'administration du Président, Rafael Correa, vit les premières étapes de mise en œuvre des ambitieux programmes d'investissement et des réformes légales visant à inverser la longue période de négligence dont a été victime la population rurale, et l'agriculture paysanne en particulier. Après l'entrée en vigueur, en octobre 2008, de la nouvelle Constitution équatorienne, la loi sur la souveraineté alimentaire, promulguée en 2009, est devenue la pièce maîtresse de la politique rurale et du nouveau mandat institutionnel confié au Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAGAP). Cette priorité est également prise en compte dans la stratégie du Ministère coordonnateur du développement social (MCDS) et celle du Ministère coordonnateur de la production, de l'emploi et de la compétitivité (MCP), auxquels le MAGAP est rattaché. Le MCDS a récemment lancé le Plan national pour l'éradication de la pauvreté (*Acción Nutrición-hacia la desnutrición cero*) et en a confié une partie de la mise en œuvre au MAGAP. Quant au principal instrument politique du MCP, l'Agenda pour la transformation de la production, il insiste sur le rôle du MAGAP pour promouvoir les objectifs de la souveraineté alimentaire du pays. Toutes ces stratégies politiques constituent l'ossature du *Plan Nacional para el Buen Vivir* (PNBV) 2009-2013.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République de l'Équateur un prêt d'un montant de 10,75 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,3 millions d'USD) à des conditions ordinaires pour contribuer au financement du programme. Il est également proposé que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol), agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité d'administrateur, accorde un prêt fiduciaire d'un montant de 10,7 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD) à des conditions ordinaires pour contribuer au financement du Programme. Les prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol auront une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. Le montant du prêt du FIDA pour le financement du programme ne dépasse pas celui de l'allocation fixée au titre du SAFD sur les trois ans du cycle 2010-2012 (17,3 millions d'USD).

Flux de fonds

4. Le produit des prêts consentis par le FIDA et le Fonds fiduciaire espagnol seront déposés sur un compte ouvert à cet effet auprès de la Banque centrale d'Équateur. L'emprunteur assurera la gestion financière de ce compte en appliquant les procédures générales en vigueur dans le secteur public.

Modalités de supervision

5. Le programme sera supervisé conformément à la politique de supervision directe du FIDA.

Déroptions aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

6. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

7. Afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance, les mesures suivantes sont prévues: i) mise en œuvre d'un accord avec le Conseil de participation citoyenne et de contrôle social (CPCCS) pour assurer le suivi externe des aspects sociaux; et ii) mise en œuvre, par le biais des gouvernements paroissiaux, d'un Projet pour le contrôle citoyen pour permettre le contrôle de l'investissement public au niveau local. Ce projet citoyen fera partie intégrante de la composante suivi-évaluation participatif.

C. Groupe cible et participation**8. Groupe cible**

Le groupe cible comprend les ménages ruraux souffrant de pauvreté et d'insécurité alimentaire au sein de huit territoires différenciés totalisant 760 000 habitants, soit 16% de la population rurale du pays. Ces petits producteurs et, en quelques endroits, des communautés autochtones et afro-équatoriennes dépendent d'une certaine façon de la petite agriculture, qu'ils soient propriétaires de leurs terres, journaliers, ou les deux à la fois. La plupart des familles tirent leur subsistance d'activités multiples, comme le petit commerce et des emplois temporaires dans les villes et bourgades voisines et dans l'industrie floricole de la Sierra. Les jeunes, femmes et hommes, auxquels s'offrent peu de possibilités d'emploi dans les communautés locales, sont les plus susceptibles de migrer.

9. Conformément à la Politique du FIDA dans ce domaine, la méthode de ciblage repose sur la combinaison de plusieurs approches: i) un ciblage direct pour garantir l'inclusion des familles très pauvres, car il est peu probable qu'elles fassent partie des organisations à assise communautaire; et ii) un ciblage par l'intermédiaire d'un certain nombre d'initiatives existantes et d'organisations de second niveau qui sont en phase avec les objectifs principaux du programme pour permettre la participation d'autres composantes de la population rurale pauvre. Un ciblage direct sera également conduit par le biais d'alliances avec *Acción Nutrición*, d'autres programmes du MAGAP et des initiatives gouvernementales privilégiant les familles rurales non autonomes.

D. Objectif de développement

10. L'objectif de développement est d'améliorer directement la sécurité alimentaire de 25 000 ménages ruraux souffrant d'insécurité alimentaire, qui tirent en grande partie leurs moyens de subsistance de la petite agriculture et d'activités associées et sont, par conséquent, vulnérables aux effets du changement climatique. La plupart ont un accès limité à la terre et à l'eau, à l'assistance technique, aux services financiers ruraux et aux marchés. Pour réaliser cet objectif, le programme facilitera les initiatives territoriales endogènes s'attachant à générer une production agroécologique viable pour les producteurs à l'échelon familial. L'axe principal du programme reposera sur des initiatives à plus long terme visant à renforcer les capacités des communautés à assise territoriale dans le domaine de la gestion des terres, de l'eau et d'autres ressources naturelles qui jouent un rôle stratégique dans

les différents territoires ciblés. Le programme investira dans des plans d'activités que les organisations de second niveau, les groupes à assise communautaire et des partenariats public-privé auront à mettre en œuvre; ces mesures permettront de créer de l'emploi, de diversifier l'économie rurale et de générer des revenus aux producteurs agroécologiques et aux autres groupes cibles, notamment les jeunes, femmes et hommes.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

11. Le programme permettra au MAGAP de mettre en œuvre une politique nationale de souveraineté alimentaire dans le cadre d'initiatives endogènes de développement territorial. Une démarche qui s'inscrit dans le nouveau contexte institutionnel des collectivités locales décentralisées autonomes (GAD) et du principe de complémentarité et de subsidiarité, qui attribuent aux autorités provinciales, municipales et paroissiales des responsabilités et un rôle importants en matière de développement rural et de gestion des ressources naturelles, ainsi que le prévoit le nouveau Code de l'aménagement du territoire, de l'autonomie et de la décentralisation (*Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización*). Ce cadre institutionnel servira à faciliter une plus grande participation des citoyens et plus de transparence.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

12. La souveraineté alimentaire est une priorité politique en Équateur. Cependant, la mise en œuvre des réformes correspondantes n'en est encore qu'à ses débuts. Le FIDA est en mesure de soutenir ce processus à un moment opportun, celui où l'agriculture à échelle familiale et communautaire, dans le contexte du développement territorial, de la décentralisation et de la récente législation sur la participation citoyenne, bénéficie d'un soutien politique considérable. De plus, le programme promeut différents objectifs politiques importants dans le domaine de l'environnement, notamment la conservation des sols, la gestion de l'eau ainsi que la conservation de l'écosystème hors des zones protégées. Le FIDA aura ainsi la possibilité d'accompagner un processus d'envergure nationale et totalement en phase avec son Cadre stratégique et ses différentes politiques opérationnelles, notamment en ce qui concerne l'environnement, les populations autochtones, le ciblage social, la parité et l'accès aux actifs productifs et aux financements ruraux.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

13. Les transformations politiques et sociales en cours en Équateur requièrent un nouveau degré d'engagement du FIDA afin d'aider le MAGAP et ses partenaires à construire un modèle opérationnel sain, intégrant les politiques nationales dans une stratégie de programmes et d'exécution qui garantisse l'obtention de résultats sur le terrain et corresponde aux priorités des pouvoirs publics en matière de développement rural inclusif. En soutenant un vaste ensemble de politiques nationales inclusives dans le cadre d'une approche plus programmatique, le FIDA dispose donc là d'une occasion unique de faire reconnaître sa valeur ajoutée et de contribuer, dans le même temps, à faire évoluer ses propres priorités institutionnelles dans le cadre d'un partenariat plus ambitieux qui réponde aux besoins de l'Équateur et à ceux des autres pays à revenu intermédiaire en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Harmonisation avec les partenaires de développement

14. Le FIDA poursuit des actions concertées et coordonnées (de prêts ou autres) avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et tout autre organisme international de coopération technique étayant la mise en œuvre de la politique équatorienne de souveraineté alimentaire. Le programme, élaboré conjointement avec le MAGAP et le Secrétariat national à la planification et au développement (SENPLADES), est aligné sur le PNBV 2009-2013. Il répond également tout à fait aux priorités du Fonds pour l'environnement mondial (FEM),

notamment en ce qui concerne la dégradation des sols, la biodiversité et la gestion durable des forêts.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

15. Le programme comprend trois composantes techniques: i) le renforcement des capacités en matière de développement territorial (7,35 millions d'USD, soit 12% du coût total du programme); ii) un fonds d'investissement dans les initiatives territoriales (46,95 millions d'USD, soit 74% du coût total du programme); et iii) un suivi-évaluation participatif (1,7 million d'USD, soit 3% du coût total du programme). Les 6,98 millions d'USD restants, soit 11%, seront affectés à la gestion et à l'organisation du programme.

Catégories de dépenses

16. Cinq catégories de dépenses sont prévues: i) biens; ii) formations et services relatifs à l'innovation technique; iii) sous-projets communautaires pour le développement commercial et l'infrastructure productive; iv) salaires; et v) fonctionnement et entretien des installations.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

17. En tant qu'organisme d'exécution, le MAGAP aura la responsabilité de la coordination du programme avec les autres actions engagées par le ministère dans le domaine du cadastre et de l'enregistrement des titres fonciers, les systèmes d'assurance agricole et les "entreprises solidaires". Les équipes affectées dans les bureaux provinciaux opéreront sur le terrain dans le cadre d'alliances avec les GAD et les organisations à assise communautaire.
18. Les partenaires les plus importants au niveau local seront les GAD, qui pourront à leur tour constituer des regroupements intercommunaux (*mancomunidades*) pour faciliter les initiatives collectives relatives à la gestion des ressources naturelles, à la fourniture des infrastructures, ou en lien avec d'autres objectifs. Le partenariat avec les GAD s'impose dans le cadre de la décentralisation politique et du partage des compétences entre les différents niveaux des GAD prévus aux termes de la Constitution. Le programme s'alliera également au Ministère coordonnateur du développement social et au Ministère de l'environnement pour certaines activités (respectivement *Acción Nutrición* et *Socio Bosque*). Le partenariat avec la Société nationale de finances populaires et solidaires (*Corporación Nacional de Finanzas Populares y Solidarias* – CNFPS) est essentiel à la réussite de la composante 2, et par suite à la réussite du programme dans son ensemble. La CNFPS fournit des fonds d'appui à différents produits financiers adaptés aux besoins des familles pauvres, des entreprises à assise communautaire ainsi qu'à d'autres groupes cibles du programme. Les ressources investies par l'intermédiaire du programme seront utilisées comme mesures incitatives afin que le crédit et les autres services financiers soient exploités au profit d'initiatives génératrices de revenus présentant des avantages pour les réseaux commerciaux, les activités à valeur ajoutée et les efforts de diversification économique, tel le tourisme ethnologique.

Rôle de l'assistance technique

19. Concernant la composante 1, le programme soutiendra la planification et la budgétisation participatives, la gestion des ressources naturelles par les organisations à assise communautaire, et la gestion financière et économique par des groupes de jeunes et des entreprises à assise communautaire. La systématisation des savoirs traditionnels liés à l'ethnoagroécologie, à la gestion de l'eau ainsi qu'à d'autres technologies feront également l'objet d'une aide dans le cadre de cette composante. Ce soutien sera fourni par des promoteurs de formation et du personnel technique compétents en méthodes de production durable. Les associations de second plan seront également épaulées pour qu'elles fassent obtenir le certificat environnemental à leurs membres et augmenter la participation aux systèmes de certification. Concernant la composante 2, l'assistance technique

s'attachera à garantir le succès des plans d'action, entre autres le crédit et la gestion financière, l'accès aux marchés, et à faciliter la transition vers des systèmes agroécologiques.

Situation des principaux accords d'exécution

20. Le MAGAP met actuellement la dernière main au manuel d'exploitation, dont la version préliminaire devra être approuvée par le FIDA avant tout retrait de fonds.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

21. Le programme sera mis en œuvre sur six ans. Le coût total du programme est de 62,9 millions d'USD, dont 17,3 millions d'USD (27,5%) et 10,7 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD, soit 23,8% du coût total du programme) sous forme de prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Figure également au budget la somme de 10,3 millions d'USD (16,4%), qu'il est prévu de mobiliser auprès des institutions financières locales afin de cofinancer, sous la forme de prêts, les plans d'activité destinés à être mis en œuvre dans le cadre de la deuxième composante. Ces prêts seront contractés par les groupes bénéficiaires et les risques assumés par le créancier et les emprunteurs. Les autres sources de financement proviendront du Gouvernement (11%); des GAD (5,3%); des organisations bénéficiaires (9,4%); et de coopérations bilatérales (6,4%).

H. Avantages et justification économique et financière

22. Les avantages seront notamment les suivants: i) une durabilité, une productivité et une sécurité alimentaire accrues pour les producteurs à l'échelon familial; ii) des revenus supérieurs et une plus grande diversification de l'économie rurale en faveur des jeunes et des femmes; iii) une plus grande équité entre les sexes grâce à un accès élargi à la formation, aux capitaux d'investissement, au crédit et aux autres services financiers; iv) l'accès des familles pauvres et extrêmement pauvres à des choix économiques parallèles viables; v) des capacités institutionnelles et organisationnelles renforcées pour gérer les ressources naturelles; et vi) une plus grande aptitude au suivi-évaluation et à l'application des leçons tirées de l'expérience s'agissant des processus de développement territorial.

Viabilité économique et financière

23. Le taux de rendement économique est de 29,3%; le taux de rendement financier est évalué à 21%. Quant aux revenus des participants dans les sous-projets cofinancés par la composante 2, ils devraient être supérieurs de 30% en moyenne au niveau de référence.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

24. Prise en charge par la troisième composante, la stratégie de gestion des savoirs recouvre: i) des initiatives visant à systématiser et à partager les savoirs traditionnels liés à l'ethnoagroécologie dont les communautés autochtones de la Sierra sont détentrices; ii) des échanges entre les organisations de territoires ruraux différents concernant les meilleures pratiques à adopter pour renforcer les réseaux de producteurs et les niches commerciales; et iii) la systématisation d'expériences clés de développement territorial dans différentes régions de l'Équateur.

Innovations en matière de développement

25. Le programme apportera un appui dans les domaines suivants: i) des plans d'action par le biais du fonds d'investissement pour les initiatives territoriales ainsi que du cofinancement en provenance d'une institution réglementée faisant partie de la CNFPS, ce qui devrait par conséquent faciliter un accès à long terme à d'autres services financiers; ii) une transition vers des systèmes agroécologiques en coordination avec des initiatives pour l'environnement et d'autres mesures de conservation de l'écosystème; iii) un suivi-évaluation participatif par le biais d'une collaboration avec le CPCCS et les GAD; et iv) une mise en œuvre du programme

dans le contexte de la décentralisation politique et institutionnelle afin d'assurer la participation directe et l'adaptation aux priorités territoriales et locales.

Approche d'élargissement

26. La stratégie de reproduction à d'autres régions reposera sur un processus d'apprentissage systématique et participatif et sur l'application des enseignements tirés de l'expérience concernant la coordination intersectorielle, la construction de partenariats et la décentralisation. L'un des objectifs du programme est de renforcer les capacités de suivi-évaluation axé sur les résultats; à terme, cela permettra d'assurer la prise en compte des enseignements tirés de l'expérience dans l'élargissement de la stratégie territoriale. C'est pourquoi le suivi-évaluation participatif constitue un objectif stratégique essentiel du programme qui mérite de faire l'objet d'une composante à part entière.

J. Principaux risques

27. Le programme est confronté à deux risques principaux: i) le processus de décentralisation est complexe et d'une portée très large; et ii) l'adaptation au changement climatique ne peut parer à l'ensemble des effets potentiels liés à des phénomènes climatiques graves. Parmi les mesures d'atténuation relatives au premier risque, on trouve celles-ci: renforcement des capacités des autorités à l'échelon des paroisses qui représentent directement les communautés rurales; aide à la coordination entre les différents secteurs institutionnels ainsi qu'entre les paroisses elles-mêmes pour permettre une approche commune de la gestion des ressources naturelles et du développement des infrastructures; et soutien au processus d'apprentissage systématique par le biais d'un suivi-évaluation participatif. En ce qui concerne le deuxième risque, l'accent mis sur les systèmes agroécologiques devrait déboucher sur une plus grande capacité de résistance grâce à l'amélioration de la gestion des sols et de l'eau ainsi qu'à la diversification des productions. Enfin, la coordination avec les initiatives environnementales au niveau territorial devrait permettre une approche plus dynamique pour entretenir et améliorer les services écosystémiques.

Classification environnementale

28. Le programme a été classé en catégorie B car il est exempt de risque direct sur l'environnement. Il a été conçu de manière à améliorer très nettement les services écosystémiques, notamment par la conservation de l'agrobiodiversité, des sols et de l'eau, et il propose une utilisation réduite de produits agrochimiques. Cependant, une évaluation continue de l'impact est essentielle pour renforcer l'adaptation et les pratiques de gestion des risques susceptibles de réduire la vulnérabilité des petits exploitants agricoles face à l'accroissement des perturbations et des chocs liés au climat.

K. Durabilité

29. La durabilité des bénéfices du programme passe par: i) la construction de partenariats qui facilitent une approche coordonnée pour la mise en œuvre d'initiatives territoriales endogènes centrées sur une production agroécologique et un accès aux marchés viable pour les petits producteurs; ii) l'articulation entre les entreprises rurales et la CNFPS, qui favorisera l'inclusion financière et assurera un accès à long terme aux services financiers; et iii) un renforcement de la gouvernance et du soutien à la planification participative pour améliorer les capacités au niveau territorial dans le domaine de la gestion des terres, de l'eau et des autres ressources naturelles stratégiques dans les territoires ciblés.

II. Instruments juridiques et autorité

30. Un accord de financement entre la République de l'Équateur, le FIDA et le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
31. La République de l'Équateur est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité d'administrateur.
32. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

33. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République de l'Équateur un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à dix millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (10,75 millions de DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité d'administrateur, fera à la République de l'Équateur un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à 10,71 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Programa del Buen Vivir en Territorios Rurales"

(Negociaciones concluidas el 9 de septiembre de 2011)

Número del Préstamo del FIDA:....

Número del Préstamo del Fondo Fiduciario:

Programa del Buen Vivir en Territorios Rurales (el "Programa").

El Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (el "FIDA" o el "Fondo"),

El Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria (el "Fondo Fiduciario")

Y

la República de Ecuador (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del FIDA en su 100º período de sesiones aprobó el instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de cofinanciación de la seguridad alimentaria ("Fondo Fiduciario") y asimismo autorizó que el Fondo Fiduciario, actuando mediante el FIDA en su capacidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, contrajera un convenio de préstamo con el Reino de España (España);

CONSIDERANDO que España y el FIDA, en su capacidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario¹, han contraído un Convenio de préstamo con fecha 28 diciembre 2010;

CONSIDERANDO que el FIDA ha acordado conceder un préstamo al Prestatario para asistir en la financiación del Programa de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio;

CONSIDERANDO que el Fondo Fiduciario, a través del Fideicomisario, ha acordado conceder al Prestatario bajo los términos y condiciones del presente Convenio un préstamo adicional con el propósito con el propósito de complementar el financiamiento con respecto al Programa.

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).

¹ Convenio de Crédito entre el Reino de España ("España"), representado por el Instituto de Crédito Oficial ("ICO") en su calidad de Agente Financiero y la Facilidad Financiera Española para la Seguridad Alimentaria ("Facilidad"), representada por el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola ("FIDA", "Fondo" o "Fideicomisario"), en su calidad de Fideicomisario.

2. Se adjuntan al presente convenio las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El FIDA proporcionará un Préstamo (la "Financiación FIDA") y el Fondo Fiduciario proporcionará un Préstamo (la "Financiación del Fondo Fiduciario") al Prestatario, que este utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto de la Financiación FIDA es de DEG 10,75 millones (diez millones setecientos cincuenta mil DEG).

B. El monto de la Financiación del Fondo Fiduciario es de EURO 10,71 millones (diez millones setecientos diez mil EURO)

2. La Financiación FIDA y la Financiación del Fondo Fiduciario se conceden en condiciones ordinarias y tendrán un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años.

3. A. La Moneda de Pago del Servicio de la Financiación FIDA será el dólar de los Estados Unidos de América.

B. La Moneda de Pago del Servicio de la Financiación del Fondo Fiduciario será el EURO.

La Financiación FIDA estará sujeta al pago de intereses sobre el capital del préstamo pendiente de reembolso a un tipo de Interés de Referencia FIDA pagadero semestralmente en dólar de los Estados Unidos de América. El tipo de Interés de Referencia para los préstamos FIDA está actualmente basado en la tasa LIBOR-DEG semestral o el promedio de las tasas de interés LIBOR semestrales de las monedas que conforman la canasta DEG.

La Financiación del Fondo Fiduciario estará sujeta al pago de intereses sobre el capital del préstamo pendiente de reembolso a un tipo de Interés de Referencia FIDA para los Préstamos del Fondo Fiduciario pagadero semestralmente en EURO. El Tipo de Interés de Referencia del Fondo aplicable a los Préstamos del Fondo Fiduciario, es la tasa de interés EURIBOR más el diferencial variable aplicado por el Banco Internacional de Reconstrucción y Fomento para sus préstamos en EURO.

4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será 1º de enero.

5. Los pagos del capital y los intereses de la Financiación FIDA y de la Financiación del Fondo Fiduciario serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre. El capital de cada Financiación será pagadero en 30 plazos semestrales, comenzando tres años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales previas al retiro de los fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.

6. Habrá una Cuenta Designada denominada en dólares de los Estados Unidos de América en el Banco Central del Ecuador.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por un monto equivalente aproximadamente a USD 7,07 millones.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa será el Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca (MAGAP) que ejecutará el Programa a través del Vice-Ministerio de Desarrollo Rural.
2. Se designa Partes adicionales en el Programa a: la Unidad de Gestión del Programa, Comités Locales de Gestión de Programas y Proyectos, los Gobiernos Autónomos Descentralizados (GADS), las organizaciones socio-productivas y territoriales campesinas, indígenas y afroecuatorianos y microempresarios rurales.
3. La Fecha de terminación del Programa será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio que será la firma del Convenio de Financiación.

Sección D

El FIDA realizará la gestión administrativa de su Financiación y la del Fondo Fiduciario y será responsable de la supervisión del Programa.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional a los previstos en las Condiciones Generales para la suspensión del presente Convenio el siguiente:

Que el FIDA haya constatado que los recursos de su Financiación o la del Fondo Fiduciario no están siendo canalizados adecuadamente al grupo objetivo del Programa.
2. Se considera que son condiciones específicas adicionales a las previstas en las Condiciones Generales previas para el retiro de fondos las siguientes:
 - a) Que el/la Gerente del Programa haya sido seleccionado de acuerdo a lo establecido en el Anexo I, Sección 2.3 de este Convenio.
 - b) Que se disponga de un borrador del Manual de Operaciones del Programa aceptable para el Fondo.
 - c) Que el Prestatario haya abierto la Cuenta Designada en el Banco Central del Ecuador.
 - d) Que se hayan asignado los fondos de contrapartida en el presupuesto general del Prestatario, de acuerdo a plan plurianual del Programa.

3. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Ministro
Ministerio de Finanzas
Avenida 10 de Agosto
y Jorge Washington
Quito, Ecuador

Por el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de
cofinanciación de la seguridad alimentaria
(Fondo Fiduciario):

Presidente, representante legal,
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Fideicomisario del Fondo Fiduciario
Via Paolo di Dono, 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio se ha preparado en idioma español en nueve (9) copias originales, tres (3) de las cuales son para el Fondo Fiduciario, tres (3) para el FIDA y tres (3) para el Prestatario.

Por el Prestatario

[insertar nombre y cargo]

Fecha: _____

Por el Fondo

[insertar nombre]

Fecha: _____

Por el Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de
cofinanciación de la seguridad alimentaria

[insertar nombre y cargo]

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. *Población-objetivo.* Se beneficiarán del Programa la población rural pobre que reside habitualmente en los territorios indicados en el Cuadro 1 (“Área del Programa”), o en las zonas conexas que se consideren oportunas incluir para facilitar la gestión ambiental, formar alianzas sociales o institucionales, desarrollar cadenas de valor o realizar otras iniciativas mancomunadas y relacionadas con los objetivos del Programa. Se prestará énfasis a la inclusión de mujeres, jóvenes y personas que se identifiquen como indígena o afro-ecuatoriana.

Cuadro 1. Territorios del Programa

Nombre
Noroccidental de las vertientes del Mira, Santiago, Cayapas
Estribaciones Occidentales de la Sierra Central de Bolívar
Mancomunidad Abras de Mantequilla
Integración Sur de Manabí y Guayas
Cuenca Alta del Río Chanchán en Chimborazo
Cuenca Alta del Río Chambo
Semiárido en el Desarrollo Peninsular de Sta. Elena
Centro Sur de Loja

2. *Meta.* La meta del Programa es mejorar el nivel de vida de la población objetivo en el Área del Programa mediante el fortalecimiento de capacidades de gestión territorial en las organizaciones sociales y gobiernos autónomos descentralizados y la consolidación de iniciativas económicas (agrícolas y no-agrícolas) estratégicas en el marco de la política nacional de soberanía alimentaria.

3. *Objetivo.* El objetivo del Programa es promover la sostenibilidad de los medios de vida de al menos 25 000 familias rurales en el Área del Programa. Para alcanzar este objetivo, el Programa facilitará y cofinanciará iniciativas endógenas y mancomunadas que se establezcan para impulsar la gestión de los recursos naturales, infraestructura socio-productiva, y otras medidas que se estimen estratégicas a nivel territorial para el logro de los resultados esperados del Programa.

4. *Componentes.* El Programa consta de tres (3) componentes técnicos que se ejecutarán coordinadamente en apoyo a procesos de desarrollo endógeno territorial bajo el marco de la política nacional de soberanía alimentaria y del modelo de desarrollo basado en el concepto del Buen Vivir o *sumak kawsay* (bienestar colectivo, solidaridad social y convivencia en armonía con el entorno natural).

Componente 1. Fortalecimiento de capacidades de gestión territorial. Este componente facilitará el fortalecimiento de los GADs, organizaciones de la sociedad civil (OSC), proveedores de servicios, e instituciones y organizaciones financieras vinculadas con los sectores rurales de la economía popular y solidaria. El componente apoyará iniciativas, entre otras, para: mejorar el acceso a servicios financieros y no-financieros mediante la formación de personal basado en los respectivos territorios; mejorar capacidades de planificación y evaluación participativa; promover la sensibilización sobre la igualdad de género y diversidad cultural; sistematizar y divulgar saberes tradicionales; fomentar prácticas

agroecológicas; y construir capacidades para el manejo y conservación de recursos naturales a nivel de los paisajes o ecosistemas. El componente apoyará la consolidación de mancomunidades, alianzas, redes, y otras figuras que faciliten la gestión territorial. Adicionalmente, el componente podrá apoyar otras iniciativas, que guarden relación con la implementación de la política de soberanía alimentaria y que respondan a la demanda social basada en el respectivo territorio.

Componente 2. Fondo de inversión para iniciativas territoriales: Este componente co-financiará con transferencias no-reembolsables sub-proyectos para impulsar la gestión de los recursos naturales, infraestructura socioproductiva y en general inversiones que se estiman estratégicas a nivel territorial para mejorar los ingresos y seguridad alimentaria de la población-objetivo. Los recursos del componente estarán destinados, conforme con los criterios establecidos en el Manual de Operaciones, a apoyar la reconversión sustentable de procesos productivos convencionales a modelos agroecológicos y otras iniciativas económicas complementarias. Las propuestas de sub-proyectos se sustentarán en un plan de negocio u otro instrumento que permita la evaluación social, organizativa, técnica, económica-financiera, y ambiental.

Los planes de negocios serán analizados, calificados, aprobados o denegados por los Comités Locales de Gestión de Programas y Proyectos. Sobre la base de los planes de negocios aprobados, el Programa facilitará además la vinculación entre el respectivo grupo interesado y el sector financiero popular y solidario con el objetivo de obtener cofinanciamiento con fondos de préstamo. Las condiciones financieras de los préstamos se negociarán directamente entre el grupo interesado y la institución financiera.

Componente 3. Sistema de Seguimiento y Evaluación Participativa (SEP). Este componente servirá para facilitar la formación de alianzas; establecer la línea base y medir el impacto social, económico, y ambiental; facilitar el aprendizaje participativo; generar información oportunamente para apoyar la toma de decisión de los respectivos actores; y facilitar la articulación del Programa con la veeduría ciudadana y los mecanismos de monitoreo de la inversión pública establecidos a nivel nacional. En distintas etapas de la implementación, el SEP realizará la sistematización de las experiencias del Programa y la síntesis, divulgación y validación de lecciones aprendidas.

5. *Costos totales del Programa.* Los costos del Programa ascienden a aproximadamente USD 62,9. Las fuentes de financiamiento son: el FIDA (27,5%); el Fondo Fiduciario (23,8%); los beneficiarios (9,4%); los GAD (5,3%); el sector financiero popular y solidario, mediante fondos de préstamo a los grupos interesados (16,4%); otros financiadores (6,4%); y la República de Ecuador (11,2%).

Fuentes	Valor (US\$)	%
FIDA	17.296.042	27,46
Fondo Fiduciario de España para el mecanismo de Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria	14.999.956	23,82
GOE/MAGAP	7.070.411	11,23
Beneficiarios	5.918.416	9,40
GADs	3.339.298	5,30
Entidades financieras locales	10.355.550	16,44
Otros financiadores	4.000.000	6,35
Total	62.979.673	100,00

II. Disposiciones de ejecución

1. *Organismo Responsable del Programa.*

1.1 Designación. El Prestatario designa como Organismo Responsable del Programa al Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca (MAGAP), quien actuará a través de su Vice-Ministerio de Desarrollo Rural.

1.2 Funciones del MAGAP. El MAGAP será el nexo de coordinación entre el FIDA y el Ministerio de Finanzas y será responsable directo de la ejecución global del Programa. Sus funciones incluyen: a) incorporar en su presupuesto anual los requerimientos de recursos del Programa y tramitar su aprobación ante la Secretaría de Planificación y Desarrollo Económico y Social (SENPLADES) y el Ministerio de Finanzas, y b) ejecutar y supervisar la ejecución del Programa de conformidad con el diseño de sus componentes y el Manual de Operaciones.

1.3 Funciones del Vice-Ministerio de Desarrollo Rural. El Vice-Ministerio asumirá las funciones de la ejecución directa del Programa. Entre sus funciones se incluyen: a) aprobar el Manual de Operaciones y otros lineamientos generales para la ejecución del Programa; b) aprobar los Planes Operativos Anuales (POAs); c) conocer y revisar los informes de avance semestrales y anuales del Programa; d) revisar y comentar los informes anuales de auditoría; e) revisar y comentar la evaluación de la revisión a mitad de período del Programa; f) suscribir las solicitudes de desembolso de la Financiación, con los respectivos soportes; y g) apoyar la coordinación de las instituciones involucradas en la gestión del Programa.

2. *Unidad de Gestión del Programa (UGP)*

2.1 Constitución. El Vice-Ministerio de Desarrollo Rural constituirá una UGP para la gerencia y ejecución del Programa, que contará con una sede principal y hasta ocho (8) oficinas de enlace territorial en el Área del Programa. La UGP tendrá capacidad jurídica para celebrar contratos, intervenir en procedimientos administrativos y judiciales, e implementar todos los actos necesarios para una idónea y eficiente ejecución.

Los equipos de enlace territorial constituirán las bases operativas descentralizadas del Programa y estarán adscritos a las respectivas Direcciones Provinciales del MAGAP.

2.2 Composición de la UGP. La UGP estará conformada por un/a Gerente del Programa, un Administrador o Administradora, y el otro personal que se requiera para la ejecución adecuada de sus funciones. Entre el personal de la UGP que será parte de los equipos de enlace territorial se contará con un Coordinador o Coordinadora Territorial por cada equipo y el personal que se estime necesario para el funcionamiento de los mismos.

2.3 Designación del personal de la UGP. El Viceministerio de Desarrollo Rural seleccionará al personal de la UGP, incluido el Gerente del Programa, de conformidad con la normativa nacional vigente, mediante un proceso de selección aceptable para el Fondo. El nombramiento del Gerente del Programa se hará previa conformidad del Fondo.

Las calificaciones y experiencia requerida del personal serán descritas en el Manual de Operaciones del Proyecto. Al Gerente del Programa se le extenderá un contrato laboral de por lo menos un año. Su permanencia en el cargo y eventual renovación del contrato estará sujeta a evaluaciones de desempeño satisfactorias anuales por el Organismo Responsable del Programa.

2.4 Funciones del Gerente del Programa. Entre sus funciones se incluyen: a) liderar, coordinar y supervisar las áreas técnica, administrativa y financiera para el cumplimiento de las actividades del Programa; b) coordinar la preparación de los POA; c) supervisar la subcontratación de todas las actividades necesarias para el cumplimiento de los objetivos del Programa; y d) coordinar la elaboración de los informes de seguimiento y progreso semestrales y anuales.

2.5 Reemplazo del Gerente del Programa. En caso de ser necesario reemplazar al Gerente del Programa, el Vice-Ministerio, tras justificar al Fondo dicha necesidad, y en base a una evaluación técnica, seleccionará y nombrará a su sucesor a la mayor brevedad posible siguiendo un procedimiento competitivo transparente y de acuerdo a lo establecido en el párrafo 2.3, *supra*. Los demás cargos de la UGP serán cubiertos conforme a lo establecido en la normativa nacional vigente.

3. *Comités Locales de Gestión de Programas y Proyectos*

3.1 Establecimiento. Los equipos de enlace territoriales, en coordinación con los GADs, establecerán los respectivos Comités Locales de Gestión de Programas y Proyectos para el análisis, calificación, aprobación o negación de los perfiles, programas o sub-proyectos a ser financiados por el Programa en cada territorio.

3.2 Composición. Los Comités Locales de Gestión estarán conformados principalmente por representantes elegidos democráticamente entre los beneficiarios del Programa y sus organizaciones locales de base, e instituciones locales. La membresía generalmente incluirá: a) el Director Provincial del MAGAP o su delegado quien convocará y presidirá; b) el Presidente de las Juntas Parroquiales rurales de la provincia, o su delegado; c) delegados de las organizaciones territoriales –normalmente cuatro; y d) un delegado designado por el Vice-Ministerio de Desarrollo Rural –normalmente el Coordinador de los equipos de enlace territorial correspondiente.

3.3 Funciones. Entre sus funciones se incluyen: a) analizar, calificar, recomendar, aprobar o negar los perfiles, programas, sub-proyectos y propuestas de pre-inversión e inversión; b) apoyar acciones orientadas a la cooperación entre las instituciones del Prestatario, GADs, organizaciones de la sociedad civil, la cooperación internacional y la comunidad en general, dirigidos al desarrollo de la economía popular y solidaria; y c) conocer el avance de la ejecución de los sub-proyectos y otras iniciativas aprobadas.

4. *Los Gobiernos Autónomos Descentralizados (GADs)*

4.1 Constitución y funciones. Los GADs están constituidos por un sistema a nivel nacional de provincias, cantones y parroquias rurales. Los GADs serán co-gestores del Programa mediante tres formas principales de actuación: a) facilitando la identificación de prioridades relacionadas con los objetivos del Programa; b) cofinanciando obras y actividades complementarias a las propuestas que reciban apoyo financiero o no-financiero del Programa; y c) participando en el seguimiento y evaluación participativa del Programa.

5. *Manual de Operaciones*

5.1 La UGP preparará el Manual de Operaciones del Programa que incluirá las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Programa, los arreglos de seguimiento y evaluación participativa incluidos los indicadores de resultados anuales, el flujo de fondos que se pondrán a disposición de las Partes del Programa y de la población-objetivo, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, los criterios de aprobación y techos financieros para los sub-proyectos que califiquen a transferencias no-reembolsables, los reglamentos de asignación y transferencia de recursos y requerimientos de contrapartida, los roles de cada Parte del Programa, etc.

5.2 La adopción del Manual de Operaciones se hará previa la no objeción del Fondo. Los cambios y modificaciones al Manual de Operaciones que se consideren oportunos aplicar durante la implementación del Programa serán remitidos por la UGP al Viceministerio de Desarrollo Rural antes de ser sometido para la no objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. *Asignación de los recursos de la Financiación FIDA y de la Financiación del Fondo Fiduciario.* En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo a la asignación de los montos de la Financiación FIDA y de la Financiación del Fondo Fiduciario a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del préstamo del FIDA (expresado en DEG)	Monto del préstamo del Fondo Fiduciario (expresado en EURO)	Porcentaje de financiación
I. Bienes	190 000		100% excluyendo impuestos
II. Servicios y capacitación para la innovación tecnológica	2 020 000	3 200 000	100% excluyendo impuestos
III. Sub-proyectos comunitarios, empresariales y de infraestructura productiva	7 470 000	6 440 000	100% excluyendo impuestos
Sin asignación	1 070 000	1 070 000	
TOTAL	10 750 000	10 710 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro supra se definen de la siguiente forma:

- i) *Bienes:* Serán admisibles los gastos relacionados a la adquisición de vehículos, equipos informáticos -que incluyen licencias-, mobiliarios y equipos de oficina destinados a la ejecución y monitoreo de las actividades del Programa.
- ii) *Servicios y Capacitación para la Innovación Tecnológica:* Serán admisibles las inversiones destinadas al fortalecimiento de las capacidades de los gobiernos autónomos descentralizados, comunidades y organizaciones beneficiarias para la ejecución de inversiones productivas para mejoramiento y adopción de tecnologías, la valoración de los recursos naturales, el análisis de la situación y determinación de su patrimonio cultural y la comprensión de la institucionalidad en el área del Programa, que incluyen el acompañamiento para el diseño, formulación planes de ordenamiento territorial y desarrollo local, planes de negocios, estudios de mercado, rutas de aprendizaje e intercambios. Procesos de acceso y acompañamiento a créditos productivos y de servicios. Adicionalmente, bajo esta categoría serán admisibles gastos destinados a estudios de la línea de base, el diseño y aplicación de sistemas

planificación, evaluación participativa y control ciudadano para el monitoreo y seguimiento de las inversiones promovidas por el Programa, incluyendo las auditorías.

- iii) *Sub-proyectos comunitarios, empresariales y de infraestructura productiva:* Serán admisibles las inversiones destinadas al mejoramiento de los activos productivos tecnologías de producción; procesos de transformación, acondicionamiento de la producción y servicios, incluyendo pequeña infraestructura que facilite las iniciativas productivas en el ámbito familiar y comunitario y el mejoramiento de servicios públicos básicos; procesos de comercialización y negocios, incluyendo el apoyo a las innovaciones en la gestión administrativa y gerencial de las pequeñas empresas; investigación de mercados, experimentación y desarrollo de nuevos productos y la certificación orgánica y planes de negocio.
- iv) *Sin asignación:* No se refiere a una categoría de desembolso. Su uso deberá ser reasignado a las otras categorías de desembolso, de común acuerdo entre el Prestatario y el Fondo.

2. Costos de puesta en marcha. El retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro no deberán exceder un monto total de hasta USD 100 000.

Key reference documents

Country reference documents

Marco Legal

Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización, 2010

Código Orgánico de la Producción, Comercio e Inversiones, 2010

Constitución de la República del Ecuador, 2008

Ley de la Economía Popular y Solidaria, 2011

Ley Orgánica del Consejo de Participación Ciudadana y Control Social, 2009

Ley Orgánica de Participación Ciudadana, 2010

Ley Orgánica del Régimen de Soberanía Alimentaria, 2009

Ministerio del Ambiente, 2009. Acuerdo Ministerial 169 'Proyecto Socio Bosque'

Marco Institucional

Consortio Nacional de Juntas Parroquiales (CONAJUPARE), 2010, Estrategia de Desarrollo Rural para El CONAJUPARE

Geovanny Cardoso Ruíz, 2010. Presentación del Sistema Nacional de Finanzas Populares

Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca, 2010. Programa Nacional de Innovación Tecnológica Participativa Y Productividad Agrícola

Ministerio del Ambiente, Subsecretaría de Cambio Climático. 2011. Documento del Programa Nacional – Ecuador SEXTA REUNIÓN DE LA JUNTA DEL PROGRAMA ONU-REDD 21-22 de marzo de 2011 (Da Lat, Vietnam)

SENPLADES, 2009. Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013

SENPLADES, 2010. Control Ciudadano en el Seguimiento de los Proyectos de Inversión Pública

SENPLADES, 2010. Lineamientos para la Planificación del Desarrollo y el Ordenamiento Territorial--Estrategias para el fortalecimiento del Sistema Nacional Descentralizado de Planificación Participativa

SIISE, Mapa de Pobreza y Desigualdad en Ecuador

IFAD reference documents

Project design document, Annexes and Working Documents

COSOP

Administrative procedures on Environmental Assessment

IFAD operational policies on environment, indigenous peoples, social targeting and gender, land access and rural finance

Other miscellaneous reference documents

Cueva, K. y U. Groten Ed., 2010. Saberes y Prácticas Andinas. Una muestra de los sistemas de conocimiento biocultural local. Programa BioAndes, EcoCiencia, ECOPAR, Quito

Darbois, Fanny (FAO-Proyecto Runa Kawsay), 2010. Estudio de Caso: Valoración Económica de Sistemas de Producción en la Provincia de Chimborazo
Ortega, Carlos Ernesto, 2008. Finanzas Populares y Migración: tejiendo la red para el desarrollo local

Edgar Isch, Alex Zapatta Editores. Sistema de Investigación sobre la Problemática Agraria en el Ecuador (SIPAE), 2010. Tierra y Agua: interrelaciones de un acceso inequitativo Chávez-Tafur,

Jorge 2010. Revalorización y conservación de la diversidad biocultural andina: experiencias y aprendizajes del programa regional BioAndes. AGRUCO

Fondo de Páramos de Tungurahua y Lucha Contra La Pobreza, 2009. Manual de Operaciones, ETC Andes, Eco Ciencia 2010

Gobierno Provincial de Chimborazo, 2009. Plan de Gobierno 'Segunda Minga por Chimborazo'

International assessment of agricultural knowledge, science and technology for development (IAASTD): synthesis report with executive summary: a synthesis of the global and sub-global IAASTD reports / edited by Beverly D. McIntyre [et al.] 2008, Island Press

International assessment of agricultural knowledge, science and technology for development (IAASTD): Latin America and the Caribbean (LAC) report / edited by Beverly D. McIntyre [et al.]. 2008, Island Press

Suquilanda, Manuel, 2011. "Plan para la producción orgánica de cultivos andinos, hortalizas y especies animales," FAO

Logical Framework

Resumen narrativo	Indicadores	Método de verificación	Supuestos/Riesgos
Finalidad: Las familias rurales en las juntas parroquiales rurales (JPRs) participantes de los 8 territorios focalizados por el Programa han mejorado su nivel de bienestar económico	<ul style="list-style-type: none"> Los índices de pobreza rural en las JPR participantes han disminuido en 25% al término del Programa El valor de los activos de las familias participantes han mejorado en un 30 % (RIMS "ancla") 	<ul style="list-style-type: none"> Encuestas de línea de base (del Programa y RIMS) Estudios de avances e impacto (incl. encuestas RIMS) a medio término y al final del Programa 	<ul style="list-style-type: none"> La soberanía alimentaria, estrategia territorial y enfoque de agricultura familiar se institucionalizan como política de largo plazo del MAGAP
Propósito: 25,000 familias rurales han adoptado medios de vida sostenibles a base de sistemas agroecológicos y otros emprendimientos en el marco de la política nacional de soberanía alimentaria	<ul style="list-style-type: none"> 12,500 familias realizan la transición a sistemas agroecológicos; y 12,500 familias acceden a empleos en empresas no-agrícolas 50% son mujeres; 25 % jóvenes; y 25% indígenas o afro-ecuatorianos 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de seguimiento y evaluación participativa (SEP) Informes del sistema de monitoreo y evaluación; de resultados RIMS 	<ul style="list-style-type: none"> MAGAP realiza el proceso de descentralización de acuerdo a la política nacional
Resultados Componente 1 1. Los GADs incluyen el impulso e inversión a sistemas agroecológicos en sus planes de desarrollo territorial	<ul style="list-style-type: none"> 80% de las JPRs aplican normas para la gestión mancomunada de recursos naturales 	<ul style="list-style-type: none"> Ordenanzas, resoluciones, y otros instrumentos ratificados por los GADs Monitoreo ambiental externo 	<ul style="list-style-type: none"> Los GADs desarrollan sus capacidades para asegurar procesos de planificación participativos
2. Las y los productores agroecológicos y jóvenes emprendedores tienen acceso a servicios adecuados	<ul style="list-style-type: none"> 400 promotoras/es y 160 técnicos/as se capacitan para brindar servicios y compartir saberes 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de seguimiento y evaluación participativa (SEP) Grupos focales 	<ul style="list-style-type: none"> Las universidades regionales se interesan en los programas de desarrollo rural territorial
3. Los sistemas de riego son administrados satisfactoriamente por grupos comunitarios	<ul style="list-style-type: none"> 24 juntas de regantes se fortalecen para poder ejercer sus funciones 	<ul style="list-style-type: none"> Entrevistas a representantes de juntas de regantes Informes anuales de resultados RIMS 	<ul style="list-style-type: none"> La transferencia de responsabilidades hacia los gobiernos provinciales se realiza
Resultados Componente 2 1. Los ingresos de las y los productores agroecológicos y de las y los socios de otros grupos emprendedores focalizados por el Programa se han incrementado	<ul style="list-style-type: none"> 12,500 productores/as agroecológicos/as han incrementado sus ingresos en al menos un 30% 12,500 personas (50% jóvenes, 50% mujeres, y 25% indígenas o afro-ecuatorianos) se han organizado en empresas no-agrícolas e incrementan sus ingresos en al menos un 30% 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de seguimiento y evaluación participativa (SEP) con grupos focales Informes de evaluaciones económico-financieras de los emprendimientos agrícolas y no-agrícolas 	<ul style="list-style-type: none"> Se operacionalizan alianzas con otros programas del sector público relacionados con la nutrición, riego, cadenas cortas, y otras iniciativas estratégicas para la soberanía alimentaria
2. Las y los productores agroecológicos y grupos emprendedores focalizados por el Programa acceden a servicios financieros para co-financiar sus planes de negocios	<ul style="list-style-type: none"> 15,000 familias (de quienes al menos 25% son indígenas o afroecuatorianos) acceden a servicios financieros para fines productivos directamente o mediante financiamiento a un grupo 	<ul style="list-style-type: none"> Datos del sistema de seguimiento de la CNFP Datos de las instituciones financieras locales 	<ul style="list-style-type: none"> El esquema de incentivos del Programa y los planes de negocios son adecuados para movilizar la aprobación del financiamiento
3. Las y los productores agroecológicos logran mejorar su acceso a mercados especializados que remuneran acorde la calidad de sus productos	<ul style="list-style-type: none"> 8,000 productores/as agroecológicos/as colocan productos en mercados certificados internos e internacionales 100 canastas comunitarias se establecen o amplían su cobertura 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de seguimiento y evaluación participativa (SEP) con grupos focales Informes anuales de resultados RIMS Informes del sistema de monitoreo y evaluación del Programa 	<ul style="list-style-type: none"> GADs, gobierno central, certificadoras, y otros actores logran coordinar acciones para agilizar y abaratar los procesos de certificación y promover los productos en distintos mercados
4. Las y los productores agroecológicos logran mejorar su acceso a infraestructura productiva y económica	<ul style="list-style-type: none"> 20,000 familias (12,500 focalizadas por el Programa y otras en los mismos territorios) se benefician de infraestructura productiva y económica 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de seguimiento y evaluación participativa (SEP) con grupos focales 	
Resultado Componente 3 Los GADs, OSGs y otros actores en la gestión territorial tienen acceso oportuno a información para la toma de decisiones y medición de los impactos generados por el Programa	<ul style="list-style-type: none"> Se han establecido métodos efectivos para recopilar, sistematizar y devolver datos sobre la gestión e impactos del Programa 80 OSGs y 165 JPRs se han capacitado en métodos de seguimiento y evaluación participativa, incluido mapeo comunitario Sistema de información geográfica montado, interactivo, y accesible vía internet. 	<ul style="list-style-type: none"> Informes del sistema de monitoreo y evaluación Informes anuales de resultados RIMS Informes de Ayuda Memoria de las misiones FIDA 	